

GUIDE INTRODUCTIF

GROUPE DES 20



MEDMUN 2019

SUJET 1

Quelle réponse économique et humanitaire aux catastrophes climatiques?

SUJET 2

Comment opérer les transitions vers l'utilisation des énergies renouvelables pour les pays méditerranéens ?

Vos chairs Abdelhamid Mestiri and Myriam Limam

Préparé pour MEDMUN 2019 à Sciences Po, Menton le 29-31 Mars, 2019.

Sommaire :

I - Avant-propos.....	3
II - Présentation du comité.....	5
III - <u>Sujet I</u> : Quelle réponse économique et humanitaire aux catastrophes climatiques ?	7
A. Le dérèglement climatique, origine des catastrophes climatique.....	8
B. Grand axes et politique menée, objectifs et motivations des acteurs.....	8
C. Principaux obstacles.....	10
IV - <u>Sujet II</u> : Comment opérer les transitions vers l'utilisation des énergies renouvelables pour les pays méditerranéens ?.....	11
A. La transition énergétique en Méditerranée, un enjeu pour le développement durable dans la région.....	12
B. Grand axes et politique menée, objectifs et motivations des acteurs.....	13
C. Principaux obstacles.....	17
V - Bibliographie et lectures optionnelles.....	18
VI - Vos chairs.....	19

I- Avant propos.

Honorables délégués,

Bienvenue à la septième édition du **Mediterranean Model United Nations**. Nous sommes honorés d'avoir l'opportunité de débattre avec vous au sein du **Groupe des 20**.

Ce comité aura pour ambition de traiter deux sujets distincts mais ayant pour thème commun **l'environnement** à savoir **les réponse économique et humanitaire aux catastrophes climatiques et les transitions vers l'utilisation des énergies renouvelables pour les pays méditerranéens**. S'ils semblent à première vu étroitement liés, s'y pencher nous permet d'affirmer qu'ils sont tous deux axés sur le **réchauffement climatique**, ses **causes** et ses **conséquences**, sans oublier **les façons d'y remédier** à des niveaux différents : le premier sujet portera sur les manières de résoudre ces problématiques **d'un point de vue socio-économique**, tandis que le second sujet se concentrera sur les **solutions énergétiques** à apporter.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons donc aux projets économiques et humanitaires prévus pour faire face aux catastrophes climatiques. Leur nombre étant en forte croissance, ce qui correspond à une conséquence directe du réchauffement climatique, soit de la nonchalance du monde au dépend de l'environnement. De même, il faudra se concentrer sur le mode d'action à mettre en place pour limiter les dégâts. Ces derniers étant dans un premiers temps la cause d'une pauvreté répandue mais aussi la conséquence de celle-ci puisque les moyens de prévention ou de réactions sont restreints.

Il faut alors prévoir et entreprendre des mobilisations, économique, par des budgets octroyés par les états concernés s'ils en ont la capacité ou par des appels à la solidarité internationales, mais aussi humanitaire puisque les actions d'ONG ou autres, offrant un soutiens civil sont primordiales et nécessaires.

Dans un second temps, nous traiterons la façon d'aborder les transitions vers l'usage des énergies renouvelables en méditerranée. De fait, les pays qui s'y trouvent se caractérisent par un climat ensoleillé, assez stable contrairement à d'autres régions, et donc favorable aux énergies renouvelables notamment solaire et hydraulique. En tirer profit serait donc intéressant pour tous. En effet, les objectifs de cette démarche étant clairs : diminuer l'émission de CO² ou encore réduire la dépendance du monde aux énergies fossiles, il ne reste plus qu'à s'intéresser à la manière d'agir.

Pour cela, une collaboration entre les pays est primordiale pour pallier aux incapacités, notamment budgétaires, et pour l'élaboration d'un plan d'action commun et s'appliquant à tous. D'autant plus qu'il existe de fortes disparités qui caractérisent les pays méditerranéens : au Nord, nous retrouvons des Etats qui se sont déjà lancés dans leur démarche de transition et qui prévoit des résultats considérables dès 2030. Alors qu'au Sud, nous sommes plutôt face à une phase de détérioration de la situation énergétique puisque de plus en plus de pays deviennent importateurs et voient leur taux de dépendance énergétique croître.

Durant ces trois jours de débat, que nous espérons fructueux, vous aurez l'occasion de vêtir le costume d'un diplomate et de représenter un pays qui n'est pas le vôtre et dont la politique peut diverger de vos opinions personnelles. Nous vous faisons confiance pour ne **pas perdre de vue la position de l'Etat que vous représenterez.**

Ce guide introductif est une piste pour vos recherches et la compréhension des sujets à traiter. Nous vous prions de le lire attentivement. Nous sommes à votre entière disposition quant à de potentielles interrogations sur le fond ou la forme de celui-ci.

Dans l'attente de tous vous rencontrer en ce dernier week-end de Mars, nous vous souhaitons une agréable lecture et de fructueuses recherches,

Diplomatiquement votre,
Myriam LIMAM & Abdelhamid MESTIRI

Contacts:

Veillez prendre minutieusement note de nos adresses mails respectives qui vous permettront de nous joindre avant la conférence pour toute demande ou interrogation. Il s'agira également d'un de nos moyens de contact durant la simulation.

Myriam LIMAM : miryamlimam@gmail.com

Abdelhamid MESTIRI : Mestiri_abdelhamid22@yahoo.fr

MEDMUN
Mediterranean Model United Nations

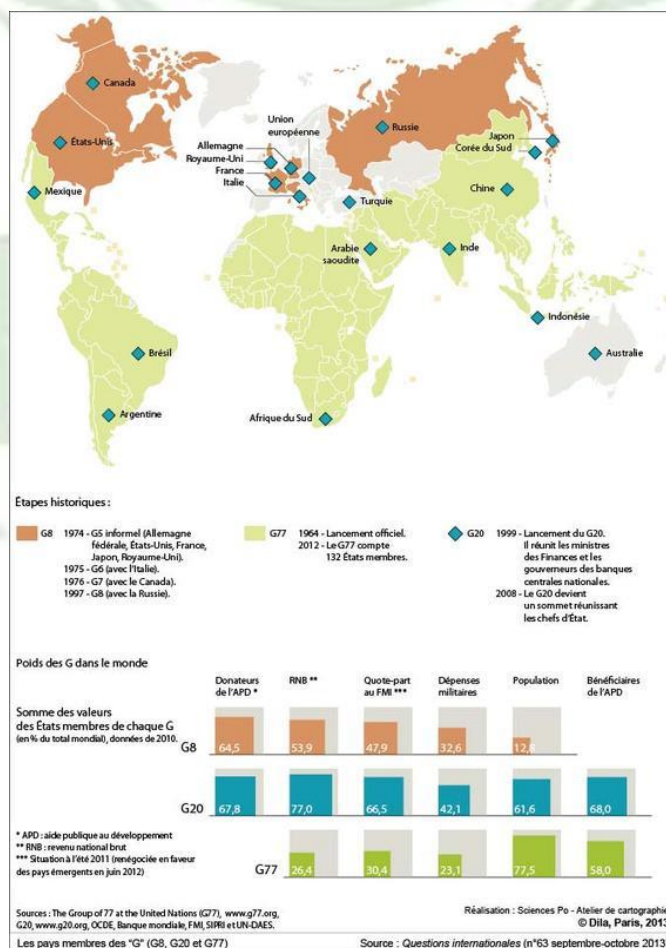
II- Présentation du comité.



Le Groupe des 20 est un forum international de coopération économique et financière créé en marge du G7 en 1999 suite à la récession économique ayant secoué les années 1990 et qui touchait plusieurs économies émergentes. Il se réunit annuellement et vise à la favorisation de la concertation internationale intègre le principe d'un dialogue inter-États (entre pays industrialisés et pays émergents) qui tient compte du poids économique croissant de certains pays. Il a trois niveaux d'action :

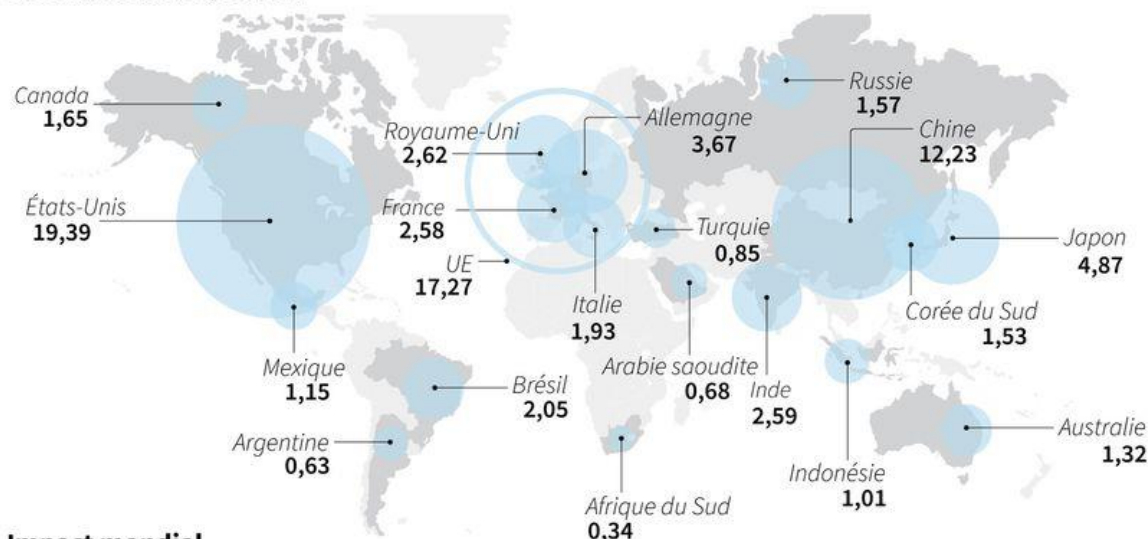
- Le G20 finance, comprenant les ministres des finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales. Lancé en 1999, sa mission d'origine réside dans le débat quant aux équilibres économiques mondiaux ;
- Le G20 devient un sommet réunissant les chefs d'Etats et de gouvernements en 2008 et repose sur des questions d'ordre géopolitiques ;
- Le G20 social quant à lui voit le jour les 20-21 avril 2010 avec la présence des ministres de l'emploi .

Ce sommet composé de 19 pays et de l'Union Européenne, met l'accent sur les questions financières mondiales et aborde également des enjeux à caractère humanitaire et sécuritaire.



Les pays du G20

PIB en billions de \$, en 2017



Impact mondial



Sources : Banque mondiale, G20.org

© AFP

En 2017, le G20 représente 75 % du commerce international, les deux tiers de la population mondiale et 85 % du produit mondial brut.

Selon Fareed Zakaria, « la gouvernance mondiale ne pourra évoluer qu'à travers le G20 ». Le journaliste américain spécialisé dans les relations internationales, le commerce international et la politique étrangère des États-Unis, soutient fermement la thèse de la paralysie de l'organe décisionnel des Nations Unies, le Conseil de Sécurité. En effet, les missions de ce dernier seraient entravées par le droit de veto et pourraient être mieux remplies par le G20 plus représentatif des nouveaux rapports de force ayant vu le jour sur la scène internationale.

Pays membres.

Les puissance économiques membres du G20 sont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie et l'Union européenne.



Sujet I :
**Quelle réponse économique et
humanitaire aux catastrophes
climatiques?**

MEDMUN
Mediterranean Model United Nations

A. Le dérèglement climatique, origine des catastrophes climatiques.

Ce qu'il paraît évident de noter, dans un premier temps et dans le contexte de compréhension de l'origine des catastrophes climatiques, c'est le lien entre changement ou encore dérèglement climatique et catastrophes naturelle.

Bien que le facteur le plus important mis en avant expliquant que des régions soient plus touchées que d'autres, est le hasard, il faut avouer que l'homme n'est pas innocent face à l'augmentation des aléas climatiques dans certaines régions du monde. En effet, ces catastrophes sont de plus en plus nombreuses à cause du changement climatique, conséquence directe de l'action néfaste de l'Homme depuis des décennies sur l'environnement. Les Hausses des émissions causées par l'augmentation des combustions d'hydrocarbures et des déforestations qui ne sont que des exemples de ce qui cause tant de malheurs à l'univers.

La terre à déjà subit un changement de température avoisinant les 0.85 °C et les chercheurs estiment que si cette moyenne dépasse les 2°C, alors les répercussions seront bien plus conséquentes que celles déjà enregistrées ces dernières années. L'état climatique présenterait alors un danger et serait considéré comme catastrophique. D'autres part la réaction internationale face à cette détérioration du climat semble évidente : des solutions doivent être trouvées dans les plus brefs délais. On notera que de nombreux sommets ont eue lieu pour traiter de ce sujet, à savoir l'accord de Paris ou encore les différentes COP.



B. Grand axes et politique menée, objectifs et motivations des acteurs.

Depuis le sommet de Los Cabos, au Mexique en 2012, le G20, représenté par les dirigeants les plus puissants et les plus influents, a souligné l'importance capitale - presque vitale - d'intégrer au questions à traiter au plus vite le facteur naturel et a fortiori les

catastrophes naturelles, surnommées à juste titre les artistes de la machinerie socio-économique.

Le but du G20 était, et est, clairement de développer la recherche de solution face à ces crises environnementales critiques retardant d'une manière spectaculaire la progression économique, industrielle voire sociale de certains pays émergents et aussi en développement. Face à des pertes de plus de 380 milliards de dollars en 2011 à cause des aléas, les ripostes furent claires et la conduite à tenir tout autant : la priorité est pleinement donnée à la gestion des risques, donc au renforcement des systèmes d'information météorologiques, géologiques et en général de prédiction d'aléas.

Avec le projet *"Improving the Assessment of Disaster Risks to Strengthen Financial Resilience"*, la préoccupation du G20 et de la Banque Mondiale est dévoilée et revendiquée, le but de ce projet étant d'assurer une prévention et en cas de cataclysme fournir une aide financière au(x) pays touché(s). Mais le travail du G20 dans cette cause ne se limite pas seulement à soutenir financièrement les pays touchés par les catastrophes à une échelle mondiale, mais bien d'assurer tout un réseau d'information, de prédiction des aléas et de réponse en cas de catastrophes à échelle locale avec une entraide avec les organisations régionales, les collectivités et les structures locales des pays menacés par des catastrophes naturelles imminentes.

En conséquence aux réchauffement climatique on assiste à l'explosion de la croissance démographique, l'exacerbation des plaques tectoniques, les antis cyclones sont en totale anarchies, l'urbanisation est rapide et il y a un manque d'étude topographique. Le G20 cherche par tous les moyens à inclure la prise en compte et la gestion des risques dans le système de défense contre les catastrophes naturelles et dans les plans de développement de n'importe quel secteur de façon à renforcer les économies des pays et développer les services d'aide et de protection civile.

Pour le G20, l'approche est simple : il vaut mieux prévenir que guérir. Il est clair que les conséquences à long terme sont beaucoup plus difficiles à traiter et s'immiscent peu à peu dans les sociétés tel des cancers, limitant la croissance économique, les relations commerciales entre les pays et donc les appauvrissent et affaiblissent. Les décisions prises par le G20 soulignent le rôle fondamental de l'information pour la prise de décisions ce qui signifie : **l'identification des aléas et la compréhension de leurs impacts sur les biens, les personnes et les relations entre les États.**

En somme le processus et la démarche que le G20 souhaite lancer se base sur ces points : **pouvoir porter immédiatement secours aux victimes, coordonner les interventions au niveau international et continuer à investir dans la résilience aux catastrophes naturelles pour protéger la vie des populations et leurs moyens de subsistance.** L'aspect des instruments de de détermination des risques est par ailleurs une partie essentielle de la démarche du G20 et les plans de dynamisation, de redressement et de reconstruction post catastrophe reste malgré tout l'axe majeur de cette politique.

Un autre point capital de ce projet est la mobilisation de ressources privées grâce à de mécanismes de financements publics permettant la relance de la vie socio-économique dans


les zones touchées par des catastrophes. Ce programme se base sur le soutien de la Banque mondiale et notamment des bailleurs de fond . En outre 2 .5 milliards de dollar sont octroyés immédiatement aux Etats touchés par des cataclysmes. D'autre part le plan de redressement des nations ayant subi ces phénomènes reposera sur quatre points distincts :

1. Des marchés stables et des institutions solides, où les risques seront partagés par des acteurs publics et privés. Lorsque l'exposition au risque est forte, la prise en compte des chocs climatiques et des catastrophes naturelles dans la planification du budget et la gestion des risques sera faite.
2. L'investissement dans les systèmes de prestation de services pour permettre une réponse et un redressement efficaces (sécurité sociale, pompier, soins gratuits, des unités policières pour éviter les débordements et assurer la sécurisation des zones touchées, une aide aux citoyens pauvres, un renforcement des équipes médicales d'urgences, une mise en place d'écoles mobiles en cas de catastrophes pour les enfants ...).
3. L'innovation et les technologies pour améliorer la résilience financière (logiciels de gestions des risques liés aux catastrophes naturelles, les équipements de prévention ...) . Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la collaboration en cours avec le secteur privé.
4. Et enfin une extrême et intime collaboration entre les nations.

Ce projet repose sur la collaboration entre les Etats, avec la Banque Mondiale, les ONG tel que la croix rouge ou le croissant rouge, avec les collectivités, les structures locales, en somme les acteurs publics et enfin les acteurs privés.

C. Principaux obstacles

Ce qui est important de mentionner concernant les aléas climatiques ou plus précisément concernant les obstacles que rencontrent les acteurs, C'est que les capacités économiques des différents pays définissent leurs aptitudes dans ces domaines de la prévention et la réaction. Si nous nous basons sur l'exemple du Japon, un pays riche capable de se procurer les technologies et mécanismes nécessaires pour lutter contre les catastrophes climatiques, nous remarquons que les conséquences matérielles et humanitaires sont beaucoup plus faibles et beaucoup moins importants que ce que l'on retrouve dans un pays en voie de développement ou sous développé. Par opposition au Japon, des pays comme... souffrent de leur retard économique et sont aussi souffrants des catastrophes auxquelles ils ne peuvent faire face. Ceci représente donc le principal obstacle dans ce sujet.



Sujet II :
**Comment opérer les transitions
vers l'utilisation des énergies
renouvelables pour les pays
méditerranéens ?**

MEDMUN
Mediterranean Model United Nations

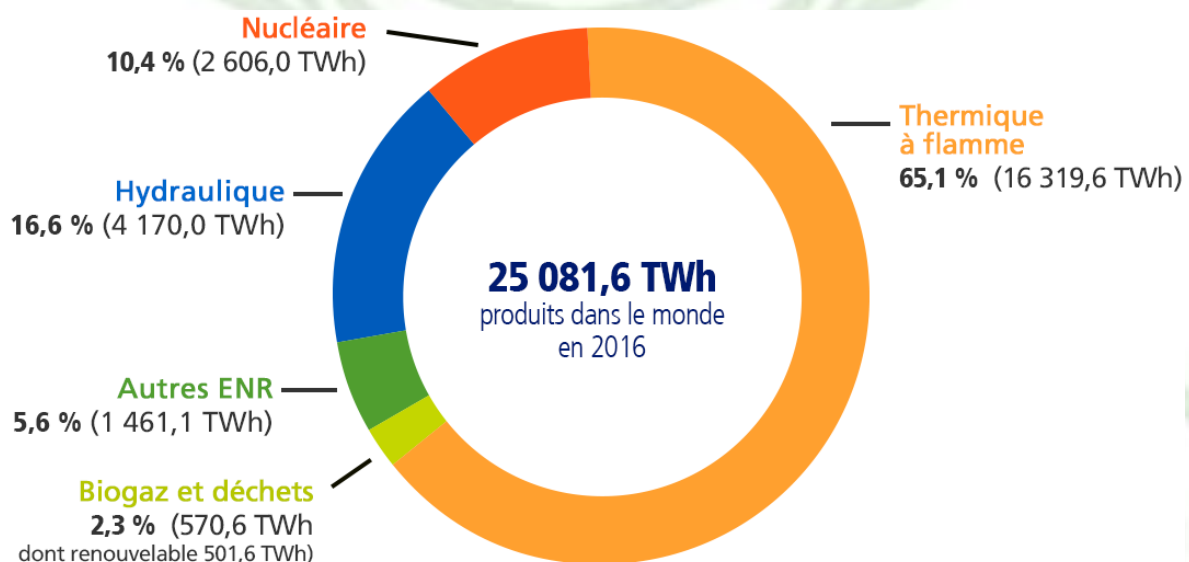
A. La transition énergétique en Méditerranée, un enjeu pour le développement durable dans la région.

“La transition énergétique désigne l'ensemble des transformations du système de production, de distribution et de consommation d'énergie effectuées sur un territoire dans le but de le rendre plus écologique [...] la transition énergétique consiste donc en une série de changements majeurs dans les systèmes de production de l'énergie et sa consommation. Elle est en cela partie prenante des stratégies de développement durable et de lutte contre le réchauffement climatique.”

Basée à la fois sur les progrès technologiques et sur les desseins politiques, la transition énergétique se construit sur le remplacement graduel des énergies fossiles et nucléaires traditionnelles par un système énergétique nouveau qui favorise les énergies renouvelables, mais aussi une réduction du gaspillage énergétique.

Les enjeux de ce passage des énergies carbonées, polluantes à des énergies renouvelables, propres correspondent à une certaine série d'enjeux :

- Répondre aux problèmes écologiques et notamment climatiques ;
- L'efficacité énergétique et la diminution de la consommation ;
- La réduction des émissions de GES ;
- La réduction des inégalités face à l'accès à l'énergie ;
- La protection de la santé des populations.



La production mondiale d'électricité en 2016

Source : International Energy Agency (IEA)

© EDF

B. Grand axes et politique menée, objectifs et motivations des acteurs.

Les acteurs pour les projets de transition énergétique en méditerranée sont généralement de la même nature, c'est-à-dire que l'on trouve un ensemble d'agences et acteurs gouvernementaux ainsi que le secteur privé. Les pays Méditerranéens jouent surtout sur leur climat ensoleillé, sans insister sur leur ressources halieutiques faute de moyen du côté Sud de la mer. L'on remarque donc que la vaste majorité des projets d'énergies renouvelables à travers la région MENA sont axés sur l'énergie solaire, et les "wind farms". L'on notera également que l'Union Européenne, l'Union pour la Méditerranée et la RCREEE - *Regional Center for Renewable Energy and Energy Efficiency* - sont tous des acteurs qui encouragent fortement ces projets. Parmi les acteurs privés, l'on trouve des firmes-transnationales, telles que *First Solar*, ainsi que *Siemens*, etc... et des acteurs privés régionaux, ou nationaux.

Les acteurs sont motivés par une envie de survivre dans l'ère post-pétrolière. En effet, plusieurs de ces pays sont aussi des acteurs majeurs du secteurs pétroliers. Certains Etats comme l'Algérie ou la Libye par exemple, dépendent massivement du pétrole pour leur besoins énergétiques. C'est donc avant tout une mesure de précaution, de protection contre un quelconque choc pétrolier ou autres aléas économiques ou géopolitiques.

L'on remarque aussi que le secteur de l'énergie renouvelable n'a pas de réel poids lourd au niveau du privé. Les acteurs ont donc une raison de plus de s'y mettre : le renouvelable est un secteur en plein développement, aux applications énergétiques et économiques quasi illimités. Les acteurs sont donc aussi intéressés par des investissements qui porteront leurs fruits dans quelques années.

RIVE NORD DE LA MÉDITERRANÉE :

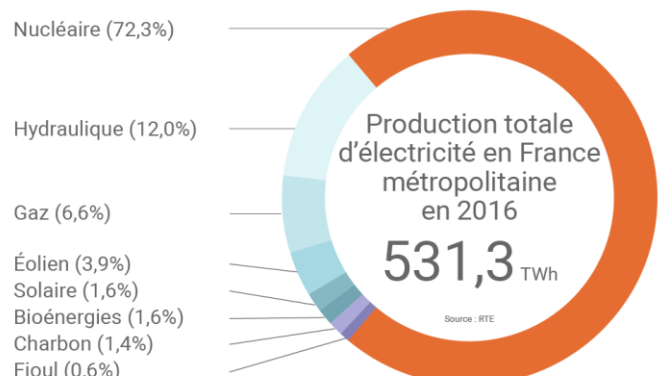
France :

Une loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte fut votée le 17 août 2015 en France. Elle permet au pays de renforcer son indépendance énergétique, réduire les émissions de GES et accélérer la croissance verte.

L'objectif de la France est d'augmenter de 50% la capacité installée des énergies renouvelables d'ici 2023.

Grèce :

Depuis 2017 le projet de recherche "TILOS", financé par certains Etats voisins, afin de penser au mieux l'utilisation des énergies renouvelables, et satisfaire la demande en besoins en énergie de l'île Tilos a été mis en place en Grèce.

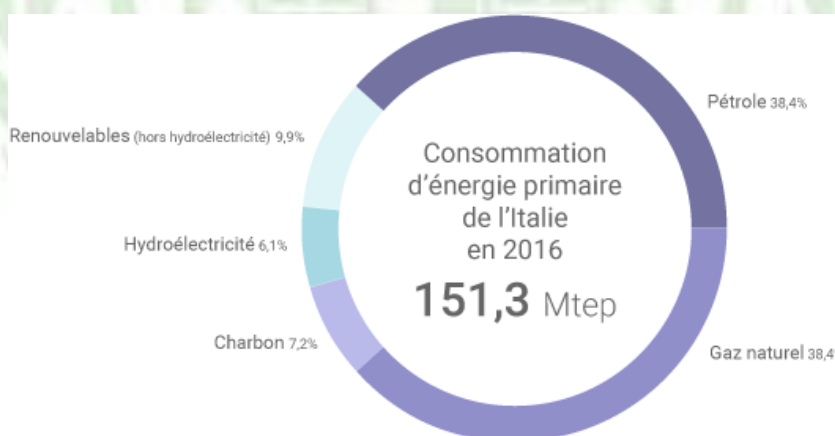


“TILOS” permet de répondre à minimum 75 % des besoins en électricité de l’île, grâce aux énergies d’origine solaire et éolienne issues du climat favorable de l’île (vent et soleil). Celui-ci permet également d’optimiser largement ce système, au point de pouvoir répondre à la forte demande en période touristique, et d’exporter de l’énergie vers les îles voisines. L’énergie peut même être stockée grâce à des batteries spécifique au sodium et au nickel.

Le mix énergétique grecque évolue quant à lui vers les énergies renouvelables, grâce à des barrages hydroélectriques, des panneaux solaires ou encore des éoliennes. Néanmoins, 89 % du mix énergétique grecque repose encore sur les énergies fossiles, notamment le charbon qui fait partie des ressources les plus polluantes de la planète.

Italie :

Le groupe Enel, géant italien de l’énergie, a pour objectif de « maximiser les opportunités créées par la transition énergétique, tout en réduisant au minimum les risques associés aux facteurs non prévisibles ». 42 % de leurs investissements bruts sont ainsi dédiés aux énergies renouvelables. De plus, 48% de l’énergie produite par Enel est décarbonée. L’Italie prévoit également de fermer ses centrales à charbon d’ici à 2025.



RIVE SUD DE LA MÉDITERRANÉE :

Algérie :

L’Algérie ne produit que 3% de son énergie renouvelable à partir de sources vertes et renouvelables.

- Le pays a mis en place en 2015 un plan de développement des énergies renouvelables ayant pour but d’augmenter la capacité d’énergies renouvelables en Algérie à 22,000 MW, ce qui équivaut à quasiment 27% des prévisions de production d’énergie, cela dès 2030.
- De plus, la compagnie nationale Algérienne d’énergie, nommée Sonatrach a signé un accord avec les compagnies *Engie* et *Eni*, respectivement française et italienne, afin de garantir l’accès aux énergies renouvelables pour les sites industriels.

Egypte :

En 2017, l'Égypte produit 8% de son électricité à partir d'énergies renouvelables et a pour objectif de produire plus de 20% de son électricité à partir de sources renouvelables. Le gouvernement Égyptien a mis en place un plan afin d'augmenter ses objectifs pour 2035. L'on notera le fait que le secteur privé détient 67% des parts de ce plan. L'un des acteurs majeurs de ce secteur en Égypte est la NREA - *New and Renewable Energy Authority*.

Emirats Arabes Unis :

Dubaï s'est engagé à produire 25% de son énergie de sources propre dès 2030, et 75% dès 2050.

Israël :

En 2009, l'ancien Ministre de l'Infrastructure Nationale Israélien, Ben-Eliezer, s'est engagé à ce que dès 2020, entre 10% et 20% de la production d'énergie Israélienne soit produite à partir de sources durables et renouvelables. Le cabinet Israélien de l'époque avait alors désigné les régions du Negev et de l'Avraa comme étant des zones d'énergies renouvelables.

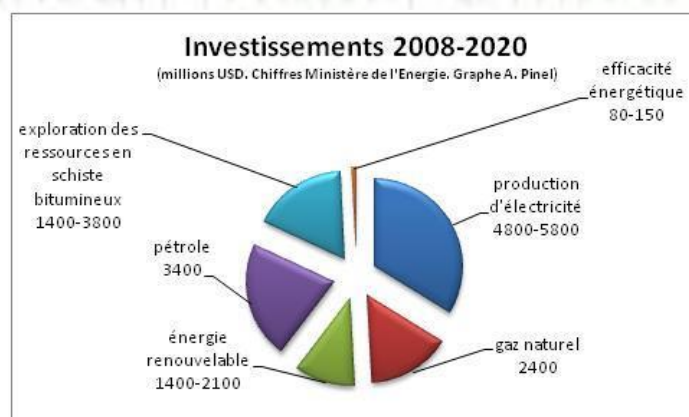
Le gouvernement Likud au pouvoir actuellement a cependant délaissé ces ambitions reposant sur les énergies renouvelables et s'est axés sur les énergies fossiles, notamment le gaz et le pétrole.

Jordanie :

La politique quant aux énergies renouvelables de la Jordanie est axée par rapport au climat propice du pays aux activités reliées à l'énergie solaire et les éoliennes. Le Royaume produit déjà 12% de son électricité à partir de sources vertes et renouvelables.

- *Shams Ma'an solar plant* est une ferme solaire construite par First Solar. Elle donnerait de l'énergie à plus de 35,000 maison d'après First Solar, et représente 1% de la production d'électricité en Jordanie.
- La *Tafila Wind Farm* quant à elle est une "ferme à vent" située dans le Gouvernorat de Tafila. Elle dispose de 38 Turbines, avec un coût de 287M\$. Elle a augmenté la capacité énergétique de la Jordanie de 3%.

La *Baynouna Solar Plant*, elle, est encore en construction mais les prévisions indiquent qu'elle représentera 3% de la production totale d'énergie en Jordanie.



Liban :

Le Liban a pour objectif d'obtenir 12% de son électricité et de son énergie thermique à partir de sources renouvelables, d'ici 2030.

Libye :

La Libye, étant membre de l'OPEP, sa consommation totale d'énergie et la puissance énergétique du pays sont 100% issues de combustibles fossiles. Pourtant, le gouvernement libyen fait des efforts pour hybrider ses sources énergétiques et pour exploiter le potentiel solaire et éolien du pays. En 2020, l'Etat Libyen vise 7% d'électricité produite à partir d'énergie renouvelable, puis 10% pour 2025. La Libye met également en œuvre son Plan National d'Action de l'Efficacité Energétique (NEEAP).

Maroc :

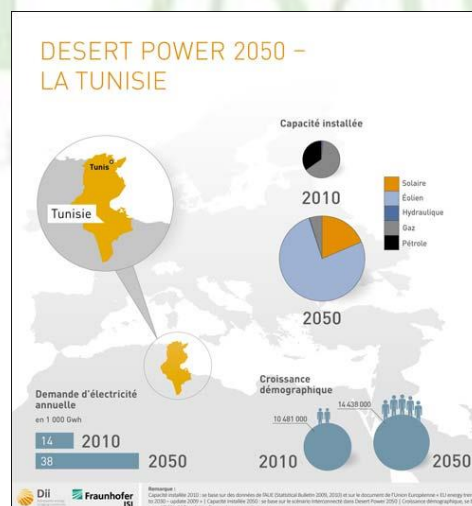
Le Maroc est un pionnier de la région Nord Africaine en termes d'énergies renouvelables : 33% de l'électricité du pays viendrait de sources d'énergies renouvelables. Le gouvernement marocain a pour objectif l'obtention de 42% de son énergie totale à partir de sources renouvelables, cela d'ici 2020 ; et 52% en 2030. Les projets d'énergies renouvelables au Maroc sont majoritairement à l'initiative de la MASEN - Moroccan Agency for sustainable energy.

Syrie :

En Syrie 94% de l'électricité produite est issue de centrales thermiques à base d'hydrocarbures (pétrole et gaz). Seul 6% proviennent de l'hydroélectricité. Le gouvernement a pour objectif de produire 4,3% de la demande d'énergie primaire à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2030.

Tunisie :

6% de l'électricité Tunisienne provient d'énergies renouvelables. La Tunisie a également mis en place un plan afin d'atteindre 30% d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030. Cela dit le plan avance lentement.



Turquie :

En 2017, la Turquie a obtenu 47% de son électricité à partir de sources renouvelables. La même année, un consortium composé de Siemens et les compagnies Turques Kalyon et Türkler a obtenu un contrat de plus de \$1 Milliards afin de développer un méga-projet d'énergies renouvelables sur 5 régions Turques (le projet s'axe sur des éoliennes et des "wind farms"). La Turquie prévoit ainsi d'obtenir 50% de toute son énergie à partir de sources renouvelables, d'ici 2023. De même, le pays a alloué 2Mi\$ au développement des énergies renouvelables.

C. Principaux obstacles

Les obstacles qui se posent face à la transition énergétique sont nombreux; ils sont d'un côté politiques, mais aussi économiques.

Les premiers se trouvent chez les pays démocratiques de la région : il s'agit tout simplement d'une opposition politique à ce genre de projets de transition. Pour les pays plus autoritaires, les obstacles sont surtout économiques.

Plusieurs pays de la région sont aussi d'importants acteurs dans le secteur pétrolier, et le pétrole est un business à hauts revenus. On constate donc que les acteurs privés du secteurs pétroliers font énormément énormément pression contre de telles mesures et projets en faveur de l'énergies renouvelables. Cela dit, l'on trouve aussi des acteurs gouvernementaux et pays tels que l'Arabie Saoudite qui sont réticents à entreprendre ce genre de mesures.

V - Bibliographie et lectures optionnelles

Introduction :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/peser-sur-le-cadre-de-regulation-europeen-et-international-dans-le-sens-de-nos/faire-de-la-regulation-internationale-un-atout-pour-l-economie-francaise/article/l-action-de-la-france-au-g20-88019>

Sujet I :

L'inégal impact des catastrophes naturelles :

<http://www.montesinos.fr/2014/02/comprendre-l-inegal-impact-des-catastrophes-naturelles.html>

Faire face aux catastrophes naturelles :

<https://www.oxfamfrance.org/humanitaire-et-urgences/faire-face-ensemble-aux-catastrophes-naturelles/>

Les victimes de catastrophes naturelles et le droit à l'assistance humanitaire : :

<https://www.icrc.org/fr/doc/resources/documents/misc/5fzqxj.htm>

Le relèvement économique suite aux catastrophes naturelles :

<https://unchronicle.un.org/fr/article/le-rel-vement-conomique-suite-aux-catastrophes-naturelles>

Sujet II :

Transition énergétique, définition, enjeux et défis :

<https://e-rse.net/definitions/transition-energetique-definition-enjeux/#gs.ENU3NgwX>

La transition énergétique en Méditerranée :

<https://journals.openedition.org/rives/4915>

<https://journals.openedition.org/rives/4918>

L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

: http://www.ipemed.coop/adminlpemed/media/fich_article/1315775121_LesnotesIPEMED_8_Energies-renouvelables-en-Mediterranee_avril2010.pdf

RCREEE :

<http://www.rcreee.org/fr/content/etats-membres>

<https://blogs.mediapart.fr/yannick-jadot/blog/041116/la-transition-energetique-est-un-choix-geopolitique>

Les défis à relever : <http://www.ifpenergiesnouvelles.fr/Espace-Decouverte/Les-grands-debats/Comment-gerer-la-transition-energetique/Les-defis-a-relever>

Une transition rapide et juste vers des énergies 100 % renouvelables. :

<https://zerofossile.org/energies-renouvelables/>

VI – Vos Chairs



Élève de terminale scientifique au sein du Lycée Pierre Mendès France à Tunis, **Abdelhamid – Dido – Mestiri**, âgé de 18 ans, a découvert le monde des MUNs en février 2017 à la Tunis Business School. Dès le mois de mars de la même année, il rejoint le club MUN de son établissement scolaire où il peut s'exercer et apprendre à devenir un excellent délégué.

Avec quatre simulations des Nations Unies à son actif, dont l'une en tant que chair, sans négliger les simulations à moindre échelle organisée entre les membres du club TIMUN PMF, il est constamment à la recherche de nouvelles expériences.

Si Dido est un scientifique né, avec un goût prononcé pour les mathématiques et la logique que cette matière implique, il n'en reste pas moins passionné de débat et apprécie fortement les questions que ceux-ci soulèvent. Fêru de politique et de relations internationales à ses heures perdues, il est désireux d'en apprendre chaque jour un peu plus sur le sujet, ce pourquoi il a su saisir l'occasion lorsqu'elle s'est présentée à lui avec le formulaire de chair du MEDMUN 2019.

Dido est impatient d'être en mars, à Menton, pour tous vous rencontrer !

Myriam Limam, élève de Terminale littéraire du lycée Pierre Mendès France de Tunis et âgée de 17 ans aura le plaisir de présider le comité du G20 durant cette simulation. Elle voue depuis des années un réel intérêt pour les sciences politiques, les relations internationales et l'art oratoire, et trouve dans les Simulations des Nations Unies un moyen de poursuivre sa vie dans la trace de celle de ses parents qui ont fait de la diplomatie leur métier. Ayant grandi dans ce milieu, ses goûts en sont donc totalement imprégnés.

Son expérience, quant à elle, n'est pas des moindres puisqu'elle a enchaîné en un peu plus d'un an, dix MUN différents et a été récompensée dans plusieurs d'entre eux.

Elle est notamment présidente du club de son lycée et a l'honneur de présider régulièrement différents sujets qui aboutissent à d'excellentes résolutions, ce qui donne un avant-goût de sa capacité de modératrice de débats. Au-delà de sa participation à des simulations diverses, elle s'est chargée, en 2018, de l'organisation de la simulation nationale en Tunisie puisqu'elle a fait partie du secrétariat général et plus précisément du département académique. Pour finir, ce monde est, pour Myriam, bien plus qu'un simple passe-temps ou une simple occupation passagère. Il intègre chaque jour de plus en plus sa vie et lui permet d'évoluer dans la voie qu'elle recherche. Elle concentre dans chaque seconde qu'elle y consacre, une détermination et une envie de réussir qu'elle cherchera à partager avec vous durant cette simulation d'envergure.

